



Tribalisme

Arme de destruction nationale

L'incroyable duplicité politique- coutume en RDC

Page 3

TRIBALISME BRISEUR DES CŒURS ET DES COUPLES EN RDC

Page 4

Denis Mukwege, l'homme qui va réparer la RDC?

Page 5

Environnement

La RDC essaie d'affronter ses ordures

page 10

Tribalisme, arme de destruction nationale

Vous avez dit élections ? Rassurez-vous que quelque part, sur l'immense territoire qui forme la République démocratique du Congo, RDC, plusieurs entendent sonner le temps de resserrement tribal. C'est imparable.

Même après avoir vécu 40 ans à Kinshasa, à Lubumbashi, à Goma, à Gemena ou dans un autre grand centre urbain, les personnes qui croient ressentir de vocation politique sont tentées de retourner dans leurs villages. Dans leurs régions d'origine. Pourtant, ils sont plusieurs qui n'en n'ont plus que de lointains souvenirs d'enfance.

Une chose les rassure au moins, une fois arrivés : ces politiciens citeront leurs aïeux, quelques membres de familles. Ils seront aidés par quelques rares leaders locaux, « députables » mais pauvres travaillant pour être suppléant ou un vélo comme récompense. Ils apporteront

ballons de foot, t-shirts, sacs de sel, friandises de la ville. Puis, ils sortiront leur gros français, maculé de mots des langues locales. Et, pour tout discours de campagne ils diront : « je suis votre enfant. »

La tribu. Elle n'a rien de mal en elle-même. La tribu ne devrait gêner personne en tant que référence culturelle et des valeurs. Mais, exception faite dès l'instant où la politique s'établit à côté. En RDC, corrompant tout ce qu'elle touche, la politique crée et exacerbe le tribalisme.

La République s'en trouve profondément souffrante, si bien que la tribu, non, le tribalisme, remplace mérite et équité. Pas étonnant, dès

lors, que l'ombre des chefs coutumiers, devenus insidieusement chefs des tribus, plane sur toute chose. Ces chefs devenant eux-mêmes politiciens. Car tout est politique, tout devient tribal. Ils demandent constamment : « les fils de chez nous », en politique, dans l'administration publique, et dans les religions.

C'est jusqu'à briser des rêves, des unions des âmes qui s'adorent. Bientôt, en RDC, la tribu risque d'être la référence de toute chose. Déjà, des fonctions politiques s'acquièrent sur base de poids tribal sous-couvert d'associations socio-culturelles, ou des partis politiques structurellement tribaux. ■

Didier Makal

Infos en bref

• Les services de renseignement ont mis la main sur des produits avariés et censés incinérés, dans les commerces, le vendredi 15 septembre à Lubumbashi. Ces produits ont été découverts dans des magasins de commerçants chinois connus sous le nom Miranda. Certains produits avaient expiré depuis 4 ans, mais une double date avait été imprimée dessus.

• L'ONU a enregistré 441 cas de violation de droits de l'Homme pour le mois d'août en RDC. Elles augmentent sensiblement par rapport à juillet (398 cas.) Mais c'est moins qu'en juin (490 cas documentés). 64% des cas sont attribués aux agents étatiques.

• Le président Joseph Kabila est arrivé à Kalemie dans le Tanganyika, samedi 16 septembre. Rien de son agenda n'a été annoncé dans cette province en conflits violents entre pygmées et bantu. Le gouverneur Richard Ngoy, en a profité pour parler d'une pétition demandant un référendum censé en finir avec « les tergiversations » qui « ont trop duré. »

• Vendredi 15 septembre, au moins 10 burundais sont morts dans une intervention des soldats congolais à Bukavu, au Sud-Kivu. C'était au cours d'une manifestation de demandeurs d'asile. Le chef de la Monusco, Maman Sidikou s'est dit choqué.

Congo Durable

Directeur de publication
Didier Makal, +243 99 51 67 443

d.makal@congodurable.net

Rédacteur en chef
Fidèle Bwirhonde, 099 3838 508

Secrétaire de rédaction
Éric Cibamba, 099 4283 459

Commercial
Richard Tujibikile, 097 22 666 11

Ont contribué à cette édition

- Arsène Bikina
- Christian Tuilzo
- Éric Cibamba
- Fidèle Bwirhonde
- Gullit Koba
- Willy Mbuya

Chef d'Édition
Christian Tulizo

L'incroyable duplicité politique-coutume en RDC

La tradition aux villageois et au village. Mais aux chefs traditionnels, accordez la politique et une belle vie en ville. Les chefs coutumiers de RDC se modernisent ainsi et dirigent leurs sujets par téléphone ou par visites sporadiques. Ça se passe désormais ainsi.



Un danseur traditionnel à l'accueil du président Joseph Kabila à Lubumbashi. Photo Didier Makal, 2016.

Les détenteurs du pouvoir traditionnel prennent position en politique. La Constitution congolaise, déjà comme le pouvoir colonial belge, n'a pas osé réduire leur influence.

Les immuables chefs coutumiers de RDC

Ni Mobutu, ni les Kabila, personne n'a touché aux « chefs ». En retour, ils sont toujours, ou presque, loyaux. « *Qui épouse la mère est le père* », stigmatisent-ils, établissant une loi presque immuable. Et leurs villages ? Sans surprise, ils les oublient, et ne sauraient longtemps les habiter avec tant d'enjeux que représente la fonction de chef coutumier, « grand chef ».

Un presque fonctionnaire public, avec une chance d'être coopté député provincial ou sénateur. Alors que les villageois attendent un peu. Les chefs iront les visiter. En ville, ils se battent pour eux, n'est-ce pas ? Mais tous leurs enfants ont quitté les villages, ou presque. Ils étudient en

France, en Afrique du Sud, à Kinshasa ou à Lubumbashi. Pas moins que ça !

« Tous nous avons droit de vivre en ville et d'y exercer ce que nous voulons. Je ne sais pas s'il y a une loi qui interdit aux chefs traditionnels de ne pas avoir des maisons en ville », s'interroge un proche d'un Chef coutumier. Mais il reconnaît que cela entraîne des conséquences graves sur la coutume. Le village selon lui, « C'est comme un ménage qui n'a plus de père, abandonné. Chacun fait tout ce qui lui plaît, personne n'interpelle personne ».

Ces chefs coutumiers citadins

Le pouvoir traditionnel ou coutumier est-il en voie de disparition ? C'est selon. Mais, à voir à quel point il est devenu important dans la démocratie électorale congolaise, il risque de ne pas disparaître. Pas aussi vite que puisse l'imaginer.

Comme les pasteurs, influents sur leurs ouailles parce qu'ils lient au bon Dieu, l'Eternel, les « chefs »

sont le pont incontournable vers la tribu, et les ancêtres. Ils lient à un monde où l'analphabétisme et le misérabilisme fondent à merveille dans le tribalisme et le fétichisme. C'est, en effet, l'autre facette de la médaille de l'inusable pouvoir coutumier en politique congolaise.

C'est pour cela qu'il est un pouvoir, le pouvoir coutumier. Une loi est même sous examen, au parlement, pour définir « *le statut des chefs coutumiers* ». Un statut, comme il en existe pour les médecins, magistrats, avocats, anciens députés, etc. En réalité, *statut* pour une espèce de personnes intouchables. Cela vaut en retour, allégeance, soutien inconditionnel ou impunité, comme lorsque des fonds destinés aux villages disparaissent. Les chefs traditionnels n'oublieront pas d'inviter à soutenir, à voter pour les heureux élus d'avance.

Des chefs coutumiers supplantent les députés

En juillet 2017, ces dieux de nos villages, icônes de la tradition, ne s'écartaient pas de leur logique en demandant que soient élus à la tête du Haut-Katanga, des originaires. C'est dans l'ancien Katanga démembré en 2015. Les députés avaient déchu, en effet, le gouverneur Jean-Claude Kazembe. De nouvelles élections étaient programmées le 26 août, élections remportées par Célestin Pande.

Suite, page 7

Tribalisme briseur des cœurs et des couples en RDC

En Afrique, appartenir à une tribu c'est posséder une identité naturelle. Les lois modernes n'ont pas pu modifier cette appartenance. Mais ceci est resté théorique, depuis que les élections se sont imposées comme moyens d'accès au pouvoir ou à certaines hautes fonctions publiques. Des luttes aux allures modernes, sur fond de tribalisme qui mine de nombreuses familles de RDC.



Des danseurs traditionnels du Katanga à Lubumbashi. Photo Didier Makal

Une des victimes lointaines de ces batailles devenues fortes en milieux urbains, c'est l'amour, le mariage. Un terrain où régulièrement vous croisez le tribalisme, tel que nourri par des stéréotypes et manipulations.

Elle se prostitue, déçue par le tribalisme

Plusieurs s'étouffent sous le poids des pressions et préjugés tribaux. Il n'est pas rare d'entendre une triste histoire de séparation de jeunes gens que l'on a vus bras dessus bras dessous. Simplement parce qu'oncle, tante, père ou mère, pense la tribu du garçon ou de la fille est la plus mauvaise de toutes.

La tribu comme devient ainsi une adresse, une référence pour toute chose : élection, mariage, religions, écoles, etc. Mais bientôt cette référence va devenir un enfer. Elle étouffe, rend aigries ses victimes,

comme cette jeune fille désespérée qui tombe dans les bras du premier venu et qui la déçoit. Elle finit sa chute, professionnelle du sexe.

Les mariées sans amour, pour l'honneur des tribus

A 35 ans, mariée et mère de 4 enfants, Patricia (prénom modifié) a dû oublier son amour, poussée par ses parents. Elle d'un mariage intra-tribal « *monté de toutes pièces* » par ses parents. Depuis sa jeunesse, Patricia savait que le mariage reposait sur « *l'attention, l'amour et la compréhension* ». Mais c'était avant de se retrouver entre les mains d' « *un partenaire de sa région d'origine* » qui ne l'a « *jamais comprise* ». Car, explique-t-elle, elle ne l'avait « *pas encore assez aimé* ».

M'bwese, 22 ans, est mariée et mère de famille. Elle vit désespérée à Lubumbashi. Il y a deux ans, son père s'opposait à son union avec

un homme d'une tribu autre que la sienne. Elle croit payer, aujourd'hui, pour avoir suivi son cœur. « *Je ne suis pas heureuse. J'ai parfois des pertes de mémoire car jusqu'à ce jour ma famille est contre mon mariage à cause de la tribu.* »

Les tribalistes voient noir

En RDC, chaque tribu a ses réalités, ses richesses culturelles et éducatives. De pratiques qui font aimer ou détester sont pourtant de nature des clichés : « *ils sont orgueilleux* », etc. On a parfois l'impression que les luttes tribales ou ethniques précoloniales n'ont pas disparu. Sans flèches ni machettes, les gens se tuent avec le tribalisme, l'ethnisme et le régionalisme.

Certaines familles, toutefois, considèrent que le mariage inter-tribal donne une chance de s'ouvrir aux autres, et de créer une société congolaise unie et diversifiée. Les parents qui refusent ce genre d'unions à leurs enfants sont souvent plus conduits par les récits des mariages tristes et malheureux du passé. Mais les échecs, dans ce domaine, les infidélités ou même les violences, ne peuvent être le propre d'une seule communauté. Le plus incroyable, c'est que les tribalistes choisissent de ne voir que le mal. Ils ignorent ces couples *inter-tribus* qui sont heureux. ■

Eric Cibamba

Denis Mukwege, l'homme qui va réparer la RDC ?

Docteur Denis Mukwege pour une transition sans Joseph Kabila en République démocratique du Congo. L'idée apparaît davantage dans les débats publics, depuis plus d'une année. Certains opposants et leaders de la société civile le proposent comme personnalité consensuelle et neutre. Mais le célèbre gynécologue, « L'homme qui répare les femmes », réparera-t-il aussi la RDC ?



Le chirurgien Dr Denis Mukwege, « l'homme qui répare les femmes ». Source: Wikipedia/ commons.

Le Congo, RDC, est malade depuis son indépendance de la puissance coloniale belge, voici 57 ans. Malade de ses nombreux leaders et dirigeants politiques. Une majorité de leaders dont les discours cohérents et de bonnes intentions fondent souvent dans un portefeuille ministériel. Même les religieux, les évêques catholiques, n'auront pas assez de patience. Ils ont jeté l'éponge. L'accord sur la transition d'une année sanctionnée par des élections sans Kabila, signé en décembre 2016, s'est retrouvé charcuté.

De la salle de chirurgie à la politique

Pendant ce temps, la pauvreté ne recule guère, et pas non plus les violences. Y compris dans les anciennes zones à conflits, avec les mêmes méthodes cruelles. Rarement un médecin connaît des succès qui secouent les rues. Et passer des

salles de chirurgie aux couloirs de la magistrature suprême relève de parcours hors-paires.

Le chirurgien humanitaire Denis Mukwege, est-il alors l'homme qui va réparer le Congo ? Dans « L'homme qui répare les femmes », film que lui ont dédié les belges Thierry Michel et Collette Braeckman, il explique pourquoi il a brisé le silence.

« Dans les zones en conflits, explique-t-il, les batailles se passent sur les corps des femmes. Les viols se commettent avec extrême brutalité. Une véritable arme de guerre, si pas même, une stratégie de guerre mais qui est beau marché. Mais redoutablement efficace. »

Denis Mukwege, l'Homme pour réparer le Congo ?

Depuis, Mukwege ne craint pas de critiquer la gestion politique de la RDC. Tant pis si cela lui vaut des menaces de mort, et un court exil

en Europe. [Mukwege, Galvanisé par le prix Sakharov en 2014](#), sa parole porte de plus en plus. « L'homme qui répare les femmes » donne l'air de vouloir aussi, bien entendu pas seul, réparer le Congo.

donne l'air de vouloir aussi, bien entendu pas seul, réparer le Congo.

Il ne manque pas de propositions. Début septembre, il confiait à [RFI](#) : « Il faut se battre pour le retour à l'ordre constitutionnel ». Il déplorait alors le retard des élections prévues en 2017. « C'est une urgence d'avoir des institutions légales en RDC », insistait-il.

Clairement, la perspective de la présidentielle en 2017 s'éloigne. Et, de plus en plus, le nom de Denis Mukwege est proposé pour diriger la transition. Le chirurgien a participé, le 1^{er} septembre, à la première édition du Global Positive Forum à Paris. Une manifestation parrainée par l'économiste et écrivain français Jacques Attali, un proche du président Emmanuel Macron. Les débats ont porté sur « la création d'un monde meilleur ». Mais « il a aussi beaucoup été question, en coulisses, de la "question congolaise" », écrit [l'hebdomadaire jeune Afrique](#). Dans une interview au site congolais Actualite.cd, le 9 septembre, Fayulu a vanté les

Denis Mukwege rêve de conduire la RDC vers les élections, note Jeune Afrique. C'est dans la perspective d'une transition sans Joseph Kabila. L'idée, le député de l'opposition Martin Fayulu la revendique.

du chirurgien, le comparant au footballeur Lionel Messi. « *Quand vous avez Messi dans votre équipe, vous ne le mettez pas sur le banc. Il [le gynécologue] peut nous aider notamment à avoir de l'argent pour les élections à l'international.* »

Les Kabilistes n'ont pas dit le dernier mot

Seulement, la perspective d'une pareille action paraît intenable, du moins à considérer la majorité au pouvoir de plus en plus souverainiste. Pour avoir une transition sans Kabila, en effet, il faut des pressions plus grandes de l'extérieur. Ce qui, dans l'analyse des circonstances ayant conduit au report des élections prévues en 2016, puis en 2017, risque de ne pas se

produire.

Bien plus, ni l'ONU, ni les puissances occidentales ne semblent avoir plus chance de peser sur Kinshasa. Ils restent silencieux sur d'autres régimes ayant dépassé leurs mandats, comme en RDC. Et, le pouvoir de Joseph Kabila exploite bien cette faiblesse. Kabila sera peut-être encore là après décembre 2017. L'homme qui va réparer le Congo, Denis Mukwege, attendra peut-être encore.■

Didier Makal

Abonnez-vous à
Congo Durable
et à tous les services
numériques
Notre site: congodurable.net
Email: redaction@congodurable.net

Mgr Ikombi : Le Katanga est « tout un esprit »

Deux ans se sont écoulés depuis (2015) le découpage territorial qui a éclaté le Katanga en quatre provinces. Mais plusieurs leaders politiques et de la société civile peinent à s'en remettre. Ils appellent à la cohésion Katangaise alors que le tribalisme refait surface. Les associations socio-culturelles, bâties sur fond d'appartenances régionales et tribales, sont accusées de l'attiser. L'évêque protestant, membre de la Société civile du Congo, Mgr Ikombi Moponda, en parle à Congo Durable.



Mgr. Ikombi Moponda, protestant, membre de la Société civile du Congo, Lubumbashi. Photo Didier Makal, 2016.

Vous appelez souvent à la cohésion des Katangais (qui n'existe plus) et réparer les erreurs du passé. Qu'est-ce que cela veut dire ?

Le Katanga n'est pas seulement un écosystème, mais tout un esprit qui se caractérise par un mode de vie. La division extérieure ne peut éteindre l'esprit de la résurrection des valeurs katangaises, congolaises et africaines. Le Katanga est donc un système.

Pour certains leaders politiques et de la société civile, le

découpage est une pilule qui ne passe pas toujours. Est-ce normal ?

On peut diviser un pays en plusieurs provinces, mais le pays reste comme tel. L'Afrique est divisée en plusieurs pays, mais elle reste toujours un continent. Le Katanga est une province très stratégique de la RDC, de l'Afrique centrale et de l'Afrique entière. Il est le cœur du Développement économique et technologique de l'Afrique. Voici que des leaders Katangais, inspirés, prônent, prophétisent la cohésion Katangaise. Et cette cohésion sera solide et incontournable. Elle im-

posera à Dieu de transmettre les bénédictions au Congo partant du Katanga. Les leaders Katangais se réveillent afin d'accomplir la volonté de Dieu pour le Congo.

Les associations socio-culturelles sont soupçonnées de favoriser le tribalisme, et notamment dans les nominations à des responsabilités publiques. Partagez-vous cet avis ?

Qu'importe, je ne condamne pas les associations socio-culturelles, mais leurs animateurs. Ce dérapage est de longue date et j'ai toujours condamné cela. Le Congo est mal parti, mais mieux vaut tard que jamais. Si, et seulement si, Congolais est un peuple élu et que le Congo est un pays providentiel, qu'on le veuille ou pas, les partis politiques deviendront des écoles du patriotisme. Les mutuelles et autres organisations deviendront des bases pour l'harmonie qui conduira à l'unité nationale puis au progrès.■

Propos recueillis par Willy Mbuyu

Suite page 3

La redoutable dualité politique-coutume en RDC

Difficile d'établir les liens, mais dans la foulée, Delphin Kasongo alors candidat vice-gouverneur, a été remplacé par Jean Kalenga, par la majorité

présidentielle. Unis, en plus, leurs majestés ne manquent pas d'influence. Vraisemblablement. Seulement, leur attachement aux origines, qu'où qu'ils soient en

RDC, les chefs coutumiers posent suscitent des sérieuses inquiétudes sur l'idée de cohésion nationale.■

Christian Tulizo et Didier Makal

Arts plastiques, Jamais sans combines à Lubumbashi ?

L'art plastique attire, à Lubumbashi, de nombreux artistes peintres et dessinateurs, céramistes, sculpteurs ou décorateurs. Mais vivre de l'art plastique n'est pas facile. La passion y est moindre, pour les populations locales.



Un village au bord d'une rivière peint par Pius Muana, exposition au salon culturel de 2016. Photo Didier Makal.

L'amour et la passion sont à première vue les éléments qui motivent ces artistes, jeunes personnes âgées. Ils rivalisent de créativité et d'ardeur. Mais pour en vivre uniquement, satisfaire ses besoins et arriver à nouer les bouts n'est pas donné d'avance.

Difficile de vivre de son art à Lubumbashi

Pour le peintre Jeff Kitenge qui a appris le métier de son père, « *c'est vraiment difficile de vivre uniquement de l'art plastique.* » Mais ce n'est « *pas impossible quand on n'a que ça comme métier* », tempère Blaise souk, un ancien élève de l'académie des beaux-arts à Lubumbashi. Aujourd'hui, il y travaille comme professeur.

Mais Lubumbashi manque d'infrastructure, mieux de structure qui serve de référence des arts. « *Si on essaie de sillonner la ville de Lubumbashi, il n'y a même pas deux galeries publiques,*

pas assez non plus pour les privés », affirme l'artiste Jeff Kitenge, mécontent.

Cette absence de structure se lie à une autre : l'absence de politique sur les productions culturelles. Le gouvernement de la RDC ne développe pas encore les arts de façon à en exploiter les potentialités économiques. Les artistes à temps plein, qui ne cumulent pas de profession, sont rares. Tout le monde a autre chose à faire, et peut étaler ses œuvres, en sculpture par exemple, au centre-ville où passent les touristes et européens.

Etre polyvalent ou joindre un autre boulot à côté

Argile pour la céramique, branche d'arbre pour la sculpture, peinture en tube, toile pour le dessin et autres ... Voici les matières premières de plasticiens de Lubumbashi ! La peinture en tube par

exemple, appliquée sur les toiles, coûte cher. Elle est presque introuvable à Lubumbashi. Les magasins appropriés, mais aussi les débouchés sont rares pour ce domaine. Du coup, très peu s'y exercent. Certaines de ces matières coûtent cher ou sont importés.

De l'autre côté, il y a les responsabilités personnelles d'artistes, un travail de marketing et de professionnalisation. Des prodiges comme Baloji, aujourd'hui une célébrité internationale, font rêver des jeunes. Ils servent d'exemple de courage et de référence en termes de niveau à atteindre.

Un travail qui exige beaucoup de patience. En plus, entre le rêve et le présent, le devenir des artistes oscillera encore. « *Il faut au moins un autre boulot à côté de l'art plastique pour arriver à répondre aux différents besoins personnels et ceux de la famille* », explique Jeff Kitenge. Cela demande en plus une habilité à la reconversion. Ou alors, décliner son art vers le côté populaire. « *Etre polyvalent en faisant de la peinture sur la toile, peindre les maisons ou bâtiment, les écrits, la décoration, des poteries avec l'argile ou de la sculpture* », explique l'artiste SOUK. L'artiste a, dès lors, de quoi vivre au présent. Mais son art se perfectionnera lentement peut-être.■

Arsène Bikina



La RDC essaie d'affronter ses ordures

Un véritable casse-tête pour le gouvernement congolais, la gestion des immondices dans les grandes villes. Le plus dur, c'est de trouver un modèle économique porteur, pour gérer un secteur qui coute des millions. A Kinshasa, comme à Lubumbashi, on aurait voulu que les déchets génèrent de l'argent. Mais comment y parvenir ?



Un agent de la brigade d'assainissement évacue des ordures au centre-ville de Lubumbashi. Photo Fidèle Bwirhonde, 2017.

Le 7 septembre, Joseph Kapika, ministre de l'économie nationale, s'est jeté à l'eau. Il a instruit des régies financières, indique l'[Agence Congolaise de presse](#), de réserver 2% sur les fonds collectés pour l'assainissement des villes. « Une instruction venue de la présidence de la République », note le média public.

Kinshasa produit près de 30.000 tonnes de déchets

Avec ses 13 millions d'habitants entassés dans 24 communes, Kinshasa produirait 29.333 tonnes de déchets par semaine. C'est du moins à considérer le témoignage d'un représentant de l'Union européenne du projet Parau. Un projet dédié à l'assainissement de la capitale congolaise et que l'UE ne soutient plus depuis 2015.

Dans 9 communes de Kinshasa, Parau a traité « [11.000 mètres cube de déchets urbains](#) chaque semaine », indique Radio Okapi. Grace à cet

appui, « *les zones inondables ont diminué d'environ 40 %.* » Les maladies d'origine hydrique ont baissé de 50 à 70%, indiquait l'UE en 2015.

Kinshasa replonge dans la poubelle

Des décharges non évacuées durant des semaines, des mois, et le service urbain débordé. Kinshasa replonge dans une grande insalubrité. La première moitié de 2017, les kinois ont dû longtemps souffrir des odeurs, des bestioles et mêmes des maladies. Le gouverneur Kimbuta a payé alors 40 camions tout neufs. Ils sont censés évacuer les déchets. Mais il ne rêve pas. « *Il faut au minimum 100 Camions et 300 au maximum* » pour assainir la capitale, confiait-il, rapporte [7sur7.cd](#).

Mais les camions, même à nombre suffisant, ne peuvent à eux seuls suffire. Il faut du carburant qui

souvent manque, pour rouler. Ils doivent desservir une ville aux dimensions d'un pays. Depuis la fin du soutien de l'UE en 2015, c'est le retour à « Kinshasa la poubelle ».

D'où les sociétés tireront-elles les 8% de l'assainissement ?

Il faut, en plus, payer le personnel, sécuriser les sites d'enfouissement de déchets, etc. Autant d'exigences qui demandent de l'argent, des investissements sérieux. C'est dans ce cadre que le ministre Joseph Kapika a saisi les sociétés publiques FPI, OGEFREM, OCC et DGDA. Ensemble, elles devraient verser 8% des recettes qu'elles percevront pour assainir les villes.

Toutefois, il reste à savoir si cet argent dont le montant exact n'est pas communiqué sera à la hauteur des défis. C'est entendu que Kinshasa ne sera pas seul concerné. L'autre problème, c'est d'arriver à mobiliser cet argent sans peser sur les consommateurs.

A l'origine de cette initiative, le gouvernement comptait imposer à 8% les produits ou emballages plastiques. Mais il a changé d'avis, indique une dépêche de l'ACP, pour se tourner vers les régies financières. Mais celles-ci ne sont pas productrices d'argent à proprement parler.

Suite, page 12.

Lubumbashi : les écoles périphériques ouvriront en octobre 2017

Le 4 septembre, l'année scolaire 2017-2018 a démarré en République Démocratique du Congo. Une rentrée trop timide à Lubumbashi comme d'ailleurs dans plusieurs ville du pays. La crise financière qui secoue le pays a un impact sérieux sur les ménages



Des élèves d'une école de Lubumbashi écoutant les conseils sur la drépanocytose. Photo Didier Makal, 2017.

Une rentrée sur fond de menace de grève des enseignants, notamment du secteur conventionnel catholique. Ils revendiquaient, comme les professeurs d'université et d'autres fonctionnaires, le paiement de salaire revus à la hausse. Mais aussi, simplement la fin de paiement de prime des parents comme supplément au salaire des enseignants.

Timide rentrée dans les écoles périphériques

Dans une école privée de la commune de Kampemba, les élèves sont arrivés à compte-goutte. « Une rentrée trop timide », explique Jacques Mwetshenu Kahilu, son directeur de discipline, la comparant à celle de l'année précédente. Il explique, par ailleurs cette timidité par le contexte social qui se déstructure en RDC. « Les parents n'ont pas d'argent », poursuit-il.

Dans une autre école de la même commune, les vacances continuent encore. Le préfet des études, au

secondaire, n'a enregistré que 5 élèves au cours de 2 phases successives de campagne d'inscription. La rentrée annoncée n'a pas non plus donné un coup d'accélérateur aux élèves qui se font encore attendre. Une campagne jugée trop timide par son Directeur Arnold Tukumbane. « L'inscription était trop timide, la rentrée aussi » a-t-il expliqué d'un air très inquiet.

Les écoles de références n'ont rien attendu pour démarrer

Mais dans les écoles centrales, de références, des écoles conventionnées catholiques ou autres écoles privées principalement, les cours ont pourtant sérieusement démarré. Les places se disputent, les parents retardataires se bousculent pour arracher les dernières places encore négociables.

Dans ces écoles comme dans d'autres moins célèbres de Lubumbashi, les finalistes du secondaire

sont les plus actifs. Ils se préparent aux épreuves d'Etat, le bac.

Un temps de dure épreuve pour les parents à bourse faible

Ce temps est, par ailleurs, aussi celui de grands stress pour les parents aux ressources menues. Des parents préparent la rentrée par étapes. « Je cherche d'abord à réunir les fournitures scolaires », explique Mota (pseudo), une quarantaine. Puis, viendra le temps de trouver les frais d'inscription et le paiement d'un ou deux mois de frais d'études comme exigé, selon les écoles. « Pour l'inscription, je vais voir au courant de cette semaine car la situation est difficile », poursuit Mota.

D'autres parents encore ont réussi à convaincre leurs enfants à débiter l'année avec des objets incomplets, ou une partie de trousseau ancien.

Les écoles, périphériques, qui les attendent, vont s'animer graduellement, selon leur importance, dès la première semaine d'octobre. Ce qui est sûr, en novembre, toutes les écoles auront les élèves qu'elles méritent. Il y en a, en effet, pour toutes les bourses, peu importe le moment où elles ouvriront. Le 2 juillet 2018, à la clôture de l'année scolaire, toutes auront achevé l'année, peu importe où ils laisseront les programmes scolaires.

Richard Muteta

CHAN 2018 : La douloureuse élimination des Léopards

Depuis sa création en 2009, le Chan (championnat d'Afrique des nations) aura lieu sans les Léopards en phase finale pour la première fois. Élimée par le Congo Brazzaville, la RDC ne sera pas au Kenya en 2018. De nombreux congolais ont vécu douloureusement cette élimination.



Des supporters attendant le démarrage d'une rencontre entre TP Mazembe et AS Vita Club à Lubumbashi. Photo Didier Makal, 2016.

Le Chan 2018 ira ailleurs. Pour cette 5^e édition, la RDC, la nation la plus titrée de ce championnat, était pourtant partie favorite. Les Léopards avaient raflé deux des 4 éditions précédentes, 2009 et 2016. Le Chan regroupe les équipes nationales de seuls joueurs africains évoluant sur le continent.

Une chute qui a fait trop mal

Face aux Diables rouges de l'autre Congo, les Léopards sont tombés

dans leur propre stade, celui des martyrs, à Kinshasa, après deux matchs nuls. D'abord, zéro but partout à l'aller au Congo, puis, un but partout au retour en RDC. Depuis, les autorités sportives ont entamé des restructurations dans le football national.

L'élimination des léopards de la RDC au Chan 2018, d'après les analystes sportifs, est due à deux facteurs capitaux.

De changements qui déstructurent l'équipe nationale

Le changement du sélectionneur principal, Florent Ibenge. Il laisse place à Mwinyi Zahira qui a vraiment péché par ses choix tactiques ou techniques des joueurs sur le terrain. Mais aussi, le changement d'effectif de l'équipe nationale congolaise.

Son ossature, championne de la précédente édition n'a pas répondu présente. Kimwaki et Elia ne sont pas dans leur meilleure forme, Bolingi et Lomalisa sont en Belgique.

Ces changements ont coûté cher à l'équipe de football de la RDC.■

Gullit Koba



Suite page 9

La RDC essaie d'affronter ses ordures

Pas de politique globale de l'assainissement des villes en RDC

L'autre difficulté, tient au fait que la RDC ne dispose pas d'un plan d'assainissement bien coordonné. C'est chaque ville qui se débrouille, comme elle peut, avec ses propres taxes qui parfois sont loin de répondre aux urgences. Mais il se pose

aussi un problème de gestion de ces fiscalités urbaines.

A Lubumbashi, 2^e grande ville de la RDC, par exemple, seul le centre urbain préoccupe les autorités. Mais même là, des géantes poubelles de transit se remplissent et attendent des jours pour être évacuées. La mairie dit ne pas disposer de moyens pour couvrir les

besoins de toute la ville dont la population est estimée entre 3 et 6 millions. Mais on ne dit pas non plus à quoi servent diverses taxes perçues, notamment dans les marchés et autres commerces, au nom de la salubrité.■

Didier Makal